7
janvier
1921

Arrêté d'exécution de la loi du 10 novembre 1920 concernant les émoluments

Etat au
1^{er} mai 2014

*Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,
arrête:*

Article premier Les divers émoluments perçus pour les actes émanant du Conseil d'Etat et de ses départements sont fixés comme suit:

a) Droit civil¹⁾

b) Santé publique²⁾

1. Professions de la santé

	<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>
Autorisation de pratiquer en qualité de:		
– médecin, médecin dentiste, pharmacien	450.–	
– médecin-assistant, dentiste-assistant	150.–	
– chiropraticien, psychologue-psychothérapeute	350.–	
– audioprothésiste, bandagiste-orthopédiste, droguiste diplômé, hygiéniste dentaire, pédicure-podologue, physiothérapeute, technicien-dentiste, diététicien, ergothérapeute, infirmière et infirmier, logopédiste- orthophoniste, opticien, ostéopathe, sage-femme	250.–	
Prolongation ou renouvellement d'une autorisation de pratiquer	100.–	
Attestation de situation professionnelle	60.–	

2. Institutions

Autorisation d'ouvrir, de transformer ou d'exploiter:

un établissement spécialisé, un hôpital ou une clinique,
un service extrahospitalier, une institution

parahospitalière ou une autre institution 300.– à 2.000.–

Prolongation, renouvellement ou modification d'une

autorisation 100.– à 2.000.–

Retrait d'une autorisation 100.– à 1.000.–

RLN I 406

¹⁾ Abrogée par A du 9 avril 2014 (RSN 212.120.02; FO 2014 N° 15) avec effet au 1^{er} mai 2014

²⁾ Teneur selon A du 23 mars 1998 (FO 1998 N° 24), A du 20 décembre 2006 (FO 2006 N° 98) et A du 2 mai 2012 (FO 2012 N° 18) avec effet immédiat

3. Commerce des agents thérapeutiques / dispositifs médicaux³⁾

Autorisation d'ouvrir et exploiter, y compris le renouvellement

- une pharmacie publique, une pharmacie d'hôpital ... 400.–
- une pharmacie d'autre institution 200.–
- une droguerie 300.–

Autorisation cantonale de:

- fabrication de médicaments, y compris le renouvellement 200.–
- mise sur le marché de spécialités de comptoir, y compris le renouvellement 100.–
- vente par correspondance de médicaments, y compris le renouvellement 200.–
- stockage de sang et de produits sanguins, y compris le renouvellement 200.–
- fabrication, préparation, détention ou commerce de stupéfiants. y compris le renouvellement 150.–

En sus, des émoluments sont perçus pour:

- travaux d'inspection, étude de dossiers et rédaction de rapports 250.– l'heure
- inspections supplémentaires ou extraordinaires, étude de dossiers et rédaction de rapports 250.– l'heure

Inspection des commerces de gros, y compris étude de dossiers et rédaction de rapports 250.– l'heure

Inspection dans le cadre du contrôle ultérieur selon l'article 24 de l'Ordonnance sur les dispositifs médicaux (ODim), du 17 octobre 2001 250.– l'heure

Modification de l'autorisation 100.– à 200.–

Autorisation pour désinfecter 100.–

4. Police des inhumations

Laissez-passer pour cadavres 150.–

Exhumation

- autorisation 300.–
- intervention du médecin cantonal 250.– l'heure

Autorisation d'agrandissement et d'aménagement d'un cimetière 250.–

5. Interruption de grossesse⁴⁾**6.⁵⁾**

³⁾ Teneur selon A du 2 mai 2012 (FO 2012 N° 18) avec effet immédiat

⁴⁾ Abrogé par A du 20 décembre 2006 (FO 2006 N° 98)

⁵⁾ Abrogé par A du 30 août 1995 (FO 1995 N° 67)

c) Police du commerce**1. Commerce des vins**

Demande de permis d'exercer le commerce des vins ..	200.–
Modification de la demande de permis d'exercer le commerce des vins	100.–

2. Loteries

Autorisation d'organiser et d'exploiter une loterie; 2% de la valeur d'émission minimum	10.–
---	------

d) Emoluments de chancellerie⁶⁾**1. Légalisations**

a) adoption	5.–
b) personne privée	20.–
c) entreprise	25.–

2. Copies d'arrêté

Copie d'arrêté certifiée conforme	10.–
---	------

3. En matière de partenariat enregistré

a) pour la procédure de reconnaissance d'une déclaration de partenariat valablement enregistrée ou d'un mariage pouvant y être assimilé, y compris le cas échéant son enregistrement et la délivrance de l'attestation d'inscription au registre	200.–
b) pour l'enregistrement d'une déclaration de partenariat, y compris la délivrance de l'attestation d'inscription au registre	100.–
c) pour la radiation d'un partenariat enregistré, sur requête commune	100.–
d) pour la radiation d'un partenariat enregistré, sur requête unilatérale	150.–

e) Archives⁷⁾

Art. 1a⁸⁾ En cas de délivrance d'une autorisation d'aliénation ou de modification d'un immeuble frappé d'une mention au sens de l'article 26 de la loi sur les améliorations structurelles dans l'agriculture (LASA), du 10 novembre 1999, un émolument de 120 francs est perçu.

Art. 1b⁹⁾ ¹Les décisions formatrices ou de constatation rendues en application de l'article 10, alinéa 1, lettres *a*, *b* et *d*, de la loi d'introduction de la loi fédérale sur le bail à ferme agricole, du 14 octobre 1986¹⁰⁾, sont soumises à un

⁶⁾ Teneur selon R du 23 juin 2004 (FO 2004 N° 49)

⁷⁾ Abrogé par R du 3 décembre 1965 (RLN III 62)

⁸⁾ Teneur selon A du 31 janvier 2000 (FO 2000 N° 10) et A du 13 décembre 2006 (FO 2006 N° 96)

⁹⁾ Teneur selon A du 13 décembre 2006 (FO 2006 N° 96)

¹⁰⁾ RSN 224.3

152.150.10

émolument de 50 francs; celles rendues en application des lettres *c*, *e* et *f*, à un émolument de 120 francs.

²Lorsque l'objet de la demande a trait à une estimation du fermage d'une entreprise agricole, l'émolument suivant est perçu:

<i>Valeur de rendement</i>		<i>Emolument</i>
<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>
jusqu'à	100.000.–	170.–
de 100.001.– à	200.000.–	280.–
plus de	200.000.–	340.–

³Lorsque l'objet de la demande a trait à une estimation du fermage d'un ou de plusieurs immeubles agricoles (parcelles ou bâtiments), l'émolument est de 170 francs.

Art. 1c¹¹⁾ ¹Les décisions rendues par la commission foncière agricole, en application de l'article 3 de la loi d'introduction de la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 4 octobre 1993¹²⁾, sont soumises aux émoluments suivants:

- a) autorisation exceptionnelle à l'interdiction de partage matériel d'une entreprise agricole 230.–
- b) autorisation exceptionnelle de morcellement d'un immeuble agricole 120.–
- c) autorisation d'acquisition d'une entreprise agricole ou d'un immeuble agricole:

<i>Prix d'aliénation</i>		<i>Emolument</i>
<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>
jusqu'à	10.000.–	30.–
de 10.001.– à	30.000.–	40.–
de 30.001.– à	50.000.–	80.–
de 50.001.– à	70.000.–	120.–
de 70.001.– à	90.000.–	140.–
de 90.001.– à	150.000.–	180.–
de 150.001.– à	250.000.–	200.–
de 250.001.– à	350.000.–	270.–
de 350.001.– à	450.000.–	320.–
plus de	450.000.–	360.–

- d) autorisation d'un prêt dépassant la charge maximale pour les immeubles agricoles:

<i>Montant du dépassement de la charge maximale</i>		<i>Emolument</i>
<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>
jusqu'à	50.000.–	70.–
de 50.001.– à	100.000.–	100.–
de 100.001.– à	200.000.–	170.–
de 200.001.– à	400.000.–	230.–
plus de	400.000.–	280.–

¹¹⁾ Teneur selon A du 13 décembre 1993 (FO 1993 N° 98) et A du 13 décembre 2006 (FO 2006 N° 96)

¹²⁾ RSN 215.111

e) estimation ou approbation de la valeur de rendement et de la charge maximale d'une entreprise ou d'un immeuble agricole.

<i>Valeur de rendement</i>		<i>Emolument</i>
<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>
jusqu'à	100.000.–	170.–
de 100.001.– à	200.000.–	280.–
de 200.001.– à	300.000.–	340.–
plus de	300.000.–	450.–

²Les décisions de constatation concernant les autorisations mentionnées aux lettres a, b et d sont soumises à un émoluments de 70 à 120 francs; les décisions de constatation concernant les autorisations mentionnées à la lettre c sont soumises à l'émoluments prévu pour les décisions formatrices.

Art. 1d¹³⁾ Les décisions relatives à la reconnaissance des formes d'exploitation, des communautés d'exploitation et des étables communautaires sont soumises à un émoluments de 200 francs.

Art. 1e¹⁴⁾ ¹En cas d'octroi d'une subvention d'améliorations foncières pour la réalisation de constructions rurales mentionnées aux articles 47 à 57 du règlement d'exécution de la loi sur les améliorations structurelles dans l'agriculture (RELASA), du 19 janvier 2000¹⁵⁾, l'émoluments suivant est perçu:

<i>Montant de la subvention</i>		<i>Emolument</i>
<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>	<i>Fr.</i>
Jusqu'à	20.000.–	200.–
de 20.001.– à	40.000.–	300.–
de 40.001.– à	60.000.–	400.–
de 60.001.– à	80.000.–	500.–
de 80.001.– à	100.000.–	600.–
de 100.001.– à	140.000.–	700.–
de 140.001.– à	180.000.–	800.–
plus de	180.000.–	1.100.–

²Les études pour les travaux de génie rural, réalisées par l'office des améliorations foncières, sont facturées à raison de 6% du coût de la construction.

³Les opérations et études géométriques réalisées par ledit office dans le cadre des remaniements parcellaires sont facturées sur la base d'un tarif admis par la Confédération.

Art. 1f¹⁶⁾ L'admission du bétail sur un marché public conformément à l'article 12 du règlement concernant la production animale, du 17 décembre 1997, est soumise à un émoluments de 50 francs.

¹³⁾ Teneur selon R du 17 décembre 1997 (RSN 910.10) et A du 13 décembre 2006 (FO 2006 N° 96)

¹⁴⁾ Introduit par A du 15 avril 1992 (RLN XVI 354), modifié par R du 17 décembre 1997 (RSN 910.10) et A du 13 décembre 2006 (FO 2006 N° 96)

¹⁵⁾ RSN 913.10

¹⁶⁾ Teneur selon R du 17 décembre 1997 (RSN 910.10) et A du 13 décembre 2006 (FO 2006 N° 96)

152.150.10

Art. 1g¹⁷⁾ Les travaux d'expertise dans les domaines mentionnés aux articles 1a à 1e et qui ne font pas l'objet d'une décision, ainsi que les travaux d'expertise sollicités en matière agricole, sont soumis à un émolument calculé selon le temps consacré sur la base d'un tarif horaire de 120 francs hors taxes.

Recouvrement

Art. 1h¹⁸⁾ ¹L'office du contentieux général dans le cadre de ses activités de recouvrement est habilité à facturer au débiteur les émoluments suivants:

a. Pour chaque introduction d'une réquisition de poursuite	30.–
b. Pour chaque ouverture d'un dossier lié à un propriétaire immobilier	50.–
c. Pour des facilités de paiement, hors plan de désendettement et par dossier, dont le montant dû est supérieur ou égal à Fr. 5.000.-	30.–
d. Pour des facilités de paiement de propriétaires immobiliers, hors plan de désendettement et par dossier, dont le montant dû est supérieur ou égal à Fr. 5.000.-	80.–
e. Pour chaque demande de radiation de poursuite	50.–
f. Pour des recherches, par heure de travail	80.–
g. Pour des travaux administratifs exceptionnels, par heure de travail	150.–
h. Pour chaque décompte hors procédure dont le montant cumulé de créances est inférieur à Fr. 5.000.-	50.–
i. Pour chaque décompte hors procédure dont le montant cumulé de créances est supérieur ou égal à Fr. 5.000.-	100.–
j. Dans le cadre du traitement de la convention de désendettement, une avance de frais forfaitaire de Fr. 600.- sera demandée pour les créances dont le montant cumulé ne dépasse pas Fr. 500.000.-; un complément de Fr. 100.- est prélevé pour toute tranche supplémentaire de créance de Fr. 100.000.-.	

²L'office du contentieux général peut percevoir les émoluments par avance.

³Les émoluments liés au recouvrement sont assimilés à un titre exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillite.

Art. 2¹⁹⁾

Art. 2a²⁰⁾

Art. 2b²¹⁾

Art. 2c²²⁾

¹⁷⁾ Teneur selon A du 12 décembre 1994 (FO 1994 N° 97) et A du 13 décembre 2006 (FO 2006 N° 96)

¹⁸⁾ Introduit par A du 16 janvier 2013 (FO 2013 N° 3) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013

¹⁹⁾ Abrogé par A du 18 décembre 2013 (RSN 561.11; FO 2013 N° 51), avec effet au 1^{er} janvier 2014

²⁰⁾ Abrogé par A du 4 juillet 1983 (RLN IX 322)

²¹⁾ Abrogé par A du 4 juillet 1983 (RLN IX 322)

²²⁾ Abrogé par A du 4 juillet 1983 (RLN IX 322)

Art. 3²³⁾ ¹Le Conseil d'Etat, les départements, la chancellerie d'Etat et les unités administratives qui en dépendent perçoivent, pour les diverses déclarations, autorisations et attestations qu'ils sont appelés à délivrer et qui ne sont pas prévues par le présent arrêté ou par d'autres dispositions légales ou réglementaires, ainsi que pour les autres services qu'ils sont appelés à rendre, un émolument de 10 à 500 francs.

²Les autorités mentionnées à l'alinéa 1 peuvent percevoir un émolument entre 10 et 50 francs en cas de rappel, pour autant que celui-ci ne soit pas prévu par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

³L'émolument peut dépasser ces montants lorsque l'intervention de l'administration se heurte à des difficultés considérables ou nécessite un travail particulièrement important.

Art. 3a²⁴⁾ Lorsqu'un émolument comprend un minimum et un maximum, il est fixé dans chaque cas selon les instructions émises par le département compétent.

Art. 3b à 3g²⁵⁾

Art. 4²⁶⁾

Art. 4a²⁷⁾

Art. 5 Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, notamment:

1. le tableau annexé au règlement d'exécution, du 17 mai 1901, de la loi sur l'exercice des professions ambulantes, du 24 janvier 1888
2. l'arrêté du 18 janvier 1907 fixant la taxe à percevoir pour les cinématographes et trottoirs roulants;
3. l'arrêté du 29 janvier 1909 fixant le tarif des émoluments à percevoir pour les autorisations de loteries et de tombolas;
4. l'arrêté du 12 mai 1916 concernant les émoluments de chancellerie, de préfecture et de départements;
5. l'article 7, premier alinéa, de l'arrêté, du 15 septembre 1916, concernant les passeports;
6. l'arrêté du 24 octobre 1916 fixant un émolument pour la renonciation de l'Etat à des droits successoraux;
7. l'arrêté du 23 décembre 1916 concernant les frais dus pour la publication et la célébration du mariage des étrangers à la Suisse;
8. l'arrêté du 19 janvier 1917 fixant les émoluments pour sanction des plans ou autorisation d'exploitation de locaux industriels;

²³⁾ Teneur selon A du 11 décembre 1989 (RLN **XIV** 381) et A du 8 septembre 2004 (FO 2004 N° 71)

²⁴⁾ Introduit par A du 30 décembre 1977 (RLN **VI** 824)

²⁵⁾ Abrogés par A du 18 décembre 2013 (RSN 561.11; FO 2013 N° 51), avec effet au 1^{er} janvier 2014

²⁶⁾ Abrogé par A du 13 décembre 1993 (FO 1993 N° 98)

²⁷⁾ Abrogé par A du 4 mars 1985 (RLN **XI** 15)

152.150.10

9. l'arrêté du 26 janvier 1917 concernant l'exercice du métier de distillateur itinérant;
10. l'arrêté du 8 août 1919 modifiant et complétant celui, du 12 mai 1916, concernant les émoluments de chancellerie, de préfecture et de départements.

Art. 6 Le présent arrêté entrera en vigueur le 15 janvier 1921.

Disposition transitoire à la modification du 11 avril 1984²⁸⁾

Le présent arrêté entre en vigueur:

- dans les cas des articles 1 et 3, le 1^{er} janvier 1984;
- dans le cas de l'article 2, le 1^{er} mai 1984.

²⁸⁾ RLN X 158